

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La liberté, la démocratie, l'autonomie, mais non sans une défense forte

Envisager l'avenir avec une conscience historique fondée sur des faits –
correctif nécessaire à la falsification de l'histoire par le Rapport Bergier

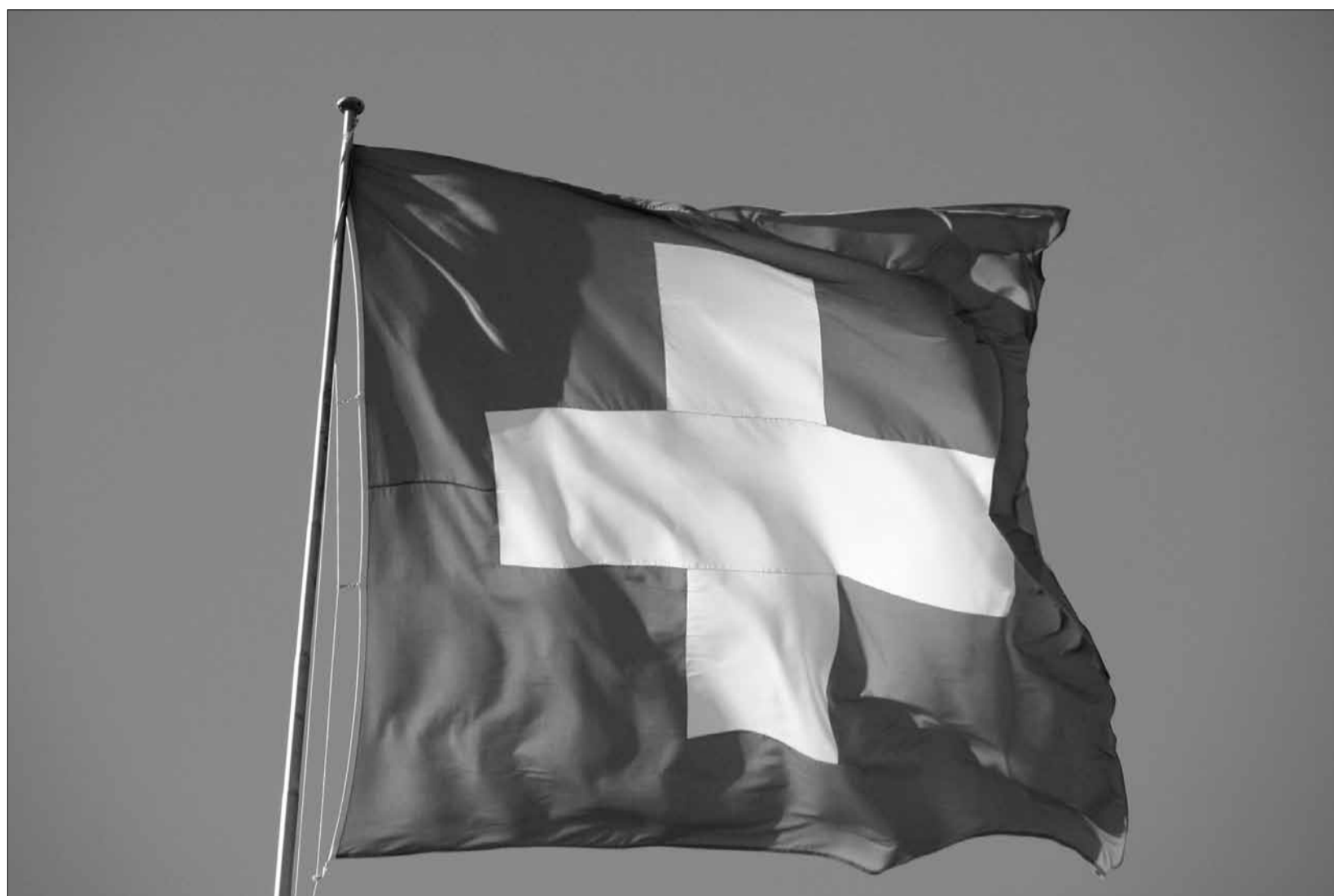
par Tobias Salander

A quelles conditions les citoyens suisses de 2011 peuvent-ils envoyer au monde le message selon lequel ils veulent conserver leur liberté, leur démocratie et leur autonomie et en même temps rester le peuple le plus pacifique mais le plus apte à se défendre? C'est à cette question, posée à temps dans une période de grave crise économique et financière aux répercussions encore imprévisibles en Occident, en particulier dans les zones dollar et euro, que répond une nouvelle étude sur l'histoire de la Suisse entre 1933 et 1945 due à la plume d'un économiste et ex-commandant de bataillon d'infanterie qui a travaillé pour la Banque mondiale, l'ONU, l'OCDE, divers gouvernements et commanditaires privés dans plus de 100 pays.

S'appuyant sur une quantité de publications scientifiques concernant la Seconde Guerre mondiale, Gotthard Frick, dans son livre intitulé «*Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945*» propose une vision nouvelle et complète de la manière dont la Suisse a affirmé son autonomie et ses valeurs pendant la Seconde Guerre mondiale. Il indique les leçons à en tirer pour l'avenir et apporte un correctif aux travaux de la Commission Bergier. Cet ouvrage peut être chaudement recommandé à tous les citoyens et en particulier aux professeurs d'histoire et à leurs élèves. Il nous offre une vision de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale qui, loin de tout dénigrement idéologique, rétablit les faits, vision que tous ceux qui les ont vécus ne pourront que confirmer.

Après les attaques des années 1990 contre la Suisse commandées par certains milieux financiers de la côte Est des Etats-Unis et livrées par une cinquième colonne de pseudo-artistes, de personnes «fatiguées de défendre la patrie» (*Heimattüde*), de girouettes et de carriéristes vendus et vulnérables au chantage qui auraient voulu, au moyen d'une vaste manipulation psychologique, pousser le pays à intégrer le nouvel ordre mondial, Frick réussit, en évaluant clairement les événements historiques connus, à ressusciter la volonté du pays à affirmer son autonomie et ses valeurs et à aiguïser sa perception de l'avenir. Il ne s'agit pas pour lui uniquement d'apporter une contribution au débat sur l'avenir de l'Armée suisse. Si, à l'époque, il valait la peine de consentir d'importants sacrifices pour éviter la guerre au pays, il faudrait aujourd'hui également «engager des réflexions exhaustives et à long terme si nous voulons préparer notre pays à un avenir qui sera sans doute beaucoup plus difficile et exigeant et peut-être aussi beaucoup plus menaçant que ne le pensent aujourd'hui de nombreuses personnes». (p. 2 sqq.) Ce sont là des réflexions qui ne devraient pas être abordées sérieusement qu'à l'occasion des cérémonies du 1^{er}-Août.

Ceux qui empêchent leurs concitoyens d'envisager le passé les privent d'une vision personnelle de l'avenir. Les interprétations tordues dont les idéologues de la *Commission Bergier* ont inondé le peuple – ils n'ont pas apporté de faits nouveaux mais uniquement des interprétations erronées de l'histoire – doivent maintenant être démontées patiemment pièce après pièce. *Gotthard Frick* a le grand mérite d'avoir accompli ce



«Qu'arriverait-il si, par exemple, le monde ou seulement l'Europe s'effondrait, à cause des dettes accumulées, dans une grave crise monétaire et économique, et même s'effondrait, et si les nombreuses et anciennes tensions ethniques et territoriales se déchaînaient?», demande Gotthard Frick. Sommes-nous aujourd'hui, à l'été 2011, éloigné de ce scénario? La «malice des temps» invoquée par nos pères fondateurs n'est-elle pas éternelle, à notre grand regret? Frick en conclut qu'il est indispensable «que la Suisse se prépare au pire tout en espérant qu'il n'arrivera pas». (photo thk)

précieux travail d'assainissement. Son évocation de la volonté des Confédérés d'affirmer leur autonomie dans une situation difficile, c'est-à-dire entre 1933 et 1945, est si claire, si respectueuse des faits et toujours envisagée dans la perspective de l'époque actuelle qu'elle peut constituer pour la jeunesse un repère, un point d'ancrage à partir duquel elle pourra s'attaquer aux problèmes de l'heure en étant pleinement conscients de ce qu'ont réalisé nos ancêtres et de la spécificité de notre histoire, celle d'un peuple qui ne voulait pas se laisser asservir, qui aimait la liberté par-dessus tout et voulait prendre en main ses affaires, mais toujours en tenant compte de la situation, sensibles au sort du prochain au-delà des frontières, solidaires et apportant son aide en cas de nécessité. Frick nous offre un contrepoint bienvenu aux machinations déjà mentionnées et aux nouvelles machinations dont l'objectif facile à déceler est de faire entrer la Suisse dans l'UE et l'OTAN, à en faire par conséquent une vassale et un soutien occulte des intérêts des grandes puissances.

Chaque pays a une armée: la sienne ou une armée étrangère

Mettons l'accent sur certains aspects de la présentation de Frick qui sont importants pour notre époque: l'évocation concise des conquêtes d'Hitler et des plans des Alliés – que l'auteur ne présente pas dans l'ordre chronologique mais selon les motifs qui les sous-tendent et cela d'une manière éclairante – montre une chose qui doit paraître évidente

aux personnes à l'esprit social et pacifiste: Dans un monde où il n'y a finalement, entre les Etats, jamais d'amitiés mais seulement des intérêts, il n'y a pas de place pour la liberté et la dignité quand les pays démocratiques n'envisagent ni ne préparent les situations de crise. Frick explique qu'on peut développer l'Etat providence, se déclarer neutre avec fierté et ne pas investir dans l'armement. Mais alors on ne doit pas s'étonner si la situation politique se modifie du jour au lendemain et si un pays autrefois ami vient remplir le vide ainsi créé. C'est ce qui s'est passé en 1940 avec le Danemark et la Norvège et ce serait de nouveau possible aujourd'hui. On pourrait dire que nous ne nous défendrons pas en cas d'attaque parce qu'il serait absurde de le faire contre une puissance plus forte. Quelles seraient les conséquences? L'occupant déporterait les hommes et les forcerait à travailler dans l'industrie d'armement pour remplacer les travailleurs et les paysans qui combattent dans l'armée de l'agresseur. Peut-être qu'on les contraindrait à se battre au sein de la machine de conquête, à tuer, ne serait-ce que pour ne pas être tués. Ces conséquences effroyables qu'ont subies les pacifistes belges, danois, norvégiens, français, etc. mais aussi ceux qui se sont bien défendus mais ont été vaincus, comme les Serbes, Frick les décrit fort bien et il détruit de manière salutaire l'illusion consistant à croire qu'on pourrait rester passif aujourd'hui, et que ce ne serait pas si terrible d'être asservi. Pour Frick, l'histoire dément cette attitude de manière douloureuse.

Des voix étrangères louaient la Suisse

S'appuyant sur une quantité de documents de généraux, d'hommes d'Etat et de journalistes, l'auteur montre que les efforts de défense de la Suisse, en particulier la création du Réduit national, étaient pris très au sérieux, et pas seulement en Allemagne. Grâce à ces déclarations d'éminents étrangers, il donne une image authentique de la Suisse de l'époque (cf. les encadrés). La Suisse n'y apparaît pas comme antisémite. Au contraire, dans l'opuscule «*Welt-Dienst*» de l'*Erfurter Verlag* – qui était financé par l'Etat – elle est décrite rageusement comme «le seul paradis d'Europe pour les juifs» (p. 15). Il n'y est pas question d'un prétendu défaitisme des Suisses mais de leur esprit combatif et de leur capacité à se défendre qui pourrait donner du fil à retordre à la Wehrmacht. C'est ce qu'écrivait le général des troupes de montagnes de la Wehrmacht *Franz Böhme*, qui se suicida pendant sa détention par les Alliés à Nuremberg, dans son étude relative à une éventuelle attaque contre la Suisse. Le *Times* de Londres soulignait qu'aucune armée au monde ne pouvait mobiliser ses troupes aussi rapidement que l'armée suisse et l'étude *Tannenbaum* de la Wehrmacht de 1940 confirme cette appréciation, bien qu'avec d'autres arrière-pensées.

Le «*Kleines Orientierungsheft Schweiz*» de l'état-major de l'armée de terre destiné aux troupes allemandes et datant du 1^{er} sep-

«La liberté, la démocratie ...»

suite de la page 1

tembre 1942 écrit à propos du système de milice suisse – que les idéologues de la Commission Bergier ont toujours dénigré: «Le système suisse de milice permet d'engager l'ensemble des soldats à un coût relativement modique. Il entretient l'esprit combatif très marqué depuis toujours dans le peuple suisse et permet la mise sur pied d'une armée qui, vu la petite taille du pays, est très forte, organisée de manière efficace et rapidement opérationnelle. Le soldat suisse se distingue par son amour de la patrie, sa résistance et son endurance.» (p. 55)

Le général Böhme est plein d'admiration pour le Réduit

Le général Böhme écrit à propos du Réduit – que les falsificateurs de l'histoire de la Commission Bergier considèrent comme un mythe: «La défense suisse du territoire dispose d'une armée de terre qui, notamment en raison de ses effectifs élevés représente un facteur extrêmement important. La prise du Réduit défendu par des troupes qui vont se battre avec acharnement représentera une tâche difficile.» (p. 57)

Cela semble étrange de voir vanter la valeur de nos ancêtres par un militaire de la Wehrmacht alors que grâce à des mensonges ordonnées par l'Etat, on voulait nous faire croire le contraire.

Frick montre parfaitement combien la préparation du retrait par le général *Guisan* du gros de l'Armée dans le Réduit était réfléchi et prévoyant. La faute capitale des généraux polonais, consistant à vouloir maintenir un front de 1500 kilomètres au lieu de s'appuyer sur les alliés naturels que sont les cours d'eau et de concentrer les forces armées, fut étudiée avec beaucoup d'attention par le général *Guisan* et son état-major. Ainsi, il fallut abandonner la ligne de défense de la Limmat établie à grands frais après la défaite française parce qu'elle était devenue inutile. Même si le flanc ouvert du Jura représenta pendant quelques semaines un danger considérable, il fut possible, grâce à un peu de chance, de mettre en place le Réduit sans que la Wehrmacht ne profite de la situation. La Suisse suivait aussi attentivement la lutte pour défendre les Alpes du Sud de la France où les troupes françaises résistèrent victorieusement aux forces de Mussolini et d'Hitler et elle pensait être sur la bonne voie avec son idée de forteresse alpine. Cela met dans un grand embarras les chefs de la guerre psychologique de la Commission Bergier avec leur dénigrement subjectif et fielleux de la conception du Réduit.

Les Alliés auraient pu raccourcir la guerre de plusieurs années

Frick réfute un autre argument incroyable, car sans aucun fondement, de notre cinquième colonne qui veut que la Suisse ait prolongé la guerre. Il constate en effet que les Alliés auraient pu réduire la durée de la guerre de plusieurs années en bombardant les installations allemandes de production de carburant. Les nazis savaient parfaitement que c'était leur talon d'Achille. Mais que s'est-il

S'emparer du Réduit: une tâche difficile

«La défense suisse du territoire dispose d'une armée de terre qui, notamment en raison de ses effectifs élevés, représente un facteur extrêmement important. La prise du Réduit défendu par des troupes qui vont se battre avec acharnement représentera une tâche difficile.»

Franz Böhme, général des troupes allemandes de montagne, dans un plan d'attaque de la Suisse élaboré à l'intention de la SS à l'été 1943 (in: Gotthard Frick, Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933-1945, p. 57)

passé? Frick montre sans équivoque que les Alliés ont bombardé la population civile sans défense des villes protégées pourtant par le droit international. Ce fut un crime de guerre sans précédent au regard dudit droit et la plus grave erreur au point de vue stratégique. Ou ce «moral bombing», comme le qualifièrent *Harris-la-Bombe* et *Churchill*, n'était-il pas une erreur mais visait un autre objectif? Malheureusement, nous n'en saurons rien tant que les Alliés n'auront pas déclassifié les documents secrets de la Seconde Guerre mondiale. Il paraît qu'ils représentent plus de la moitié de la totalité des documents. Le fait que cela n'ait pas été fait après le délai habituel de quelques décennies est de mauvais augure.

La défense du pays aujourd'hui en 10 points

D'une part les mises au point de Frick nous permettent d'éclaircir nos idées et constituent un antidote à l'entreprise de démolition effectuée par la Commission Bergier et d'autre part son résumé en 10 points nous fournit des indications précieuses sur la manière dont nous pouvons tirer profit des leçons de l'histoire aujourd'hui dans une situation non moins explosive, si nous voulons garder la tête droite.

1. Fidélité aux valeurs spirituelles

La condition la plus importante qui permet à un peuple d'affirmer son autonomie est la fidélité à ses valeurs spirituelles. Elles donnent au peuple la force morale de subsister dans les situations extrêmes. Ce sont en Suisse les valeurs suivantes, telles qu'elles sont confirmées par les sources étrangères de l'époque de la guerre et que seuls les idéologues de la Commission Bergier tournent en dérision: l'amour de la patrie, l'indépendance, la démocratie directe, le fédéralisme, le pacifisme associé aux capacités de défense, «c'est-à-dire la volonté, en cas d'agression, de défendre ces valeurs et l'intégrité territoriale du pays jusqu'à épuisement de toutes les ressources humaines et matérielles, sans se poser de questions sur les chances de succès.» (p. 116)

Le respect d'autrui et des convenances ainsi que le maintien de relations normales avec tous les Etats ont toujours fait partie de ces valeurs.

2. Cohésion politique vis-à-vis de l'extérieur

Une autre condition importante de l'affirmation de soi réside pour Frick dans la cohésion politique vis-à-vis de l'extérieur. L'auteur insiste sur le fait que contrairement à d'autres pays, les puissances étrangères n'ont pas réussi à instrumentaliser les partis gouvernementaux suisses pour qu'ils défendent leurs intérêts. Même pour le Parti socialiste, la défense du pays était devenue, certes tard, «l'alpha et l'oméga de la politique suisse» (*Oprecht*, président du Parti).

La Suisse représente un problème ardu

«Un dixième de la population suisse est sous les drapeaux, c'est plus que dans tous les autres pays du monde. Elle est prête à se battre pour défendre son style de vie. [...] Les Hollandais seront une proie facile pour les Allemands car leur armée est misérable. La Suisse représentera un problème ardu et je doute que les Allemands vont se risquer à le résoudre.»

(William L. Shirer, journaliste américain, peu après le début de la guerre (in: Gotthard Frick, Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933-1945, p. 54)

3. Solidarité sociale

Il fallait également à l'intérieur une solidarité sociale. «Elle suppose une certaine mesure de la part de ceux qui détiennent le pouvoir économique et la conscience du fait que la force économique implique une responsabilité à l'égard de la société.» (p. 117) alors que les plus faibles renoncent aux luttes sociales. L'accord de paix entre employés et employeurs de l'industrie mécanique, de même que les allocations pour perte de gain et le rationnement alimentaire garantissaient que personne ne tomberait dans la misère en raison de son engagement pour la défense du pays.

4. Une armée crédible capable de se défendre

Le 4^e point de Frick est la capacité de défense et la mise sur pied d'une armée crédible. L'attaque de la Suisse doit apparaître trop chère à tout agresseur potentiel et s'il se risque quand même à attaquer, il doit s'attendre à des combats long et acharnés. Cependant cela présuppose de bons équipements, une instruction rigoureuse préparant à la guerre, de la discipline et une grande indépendance des chefs et des soldats. Si l'on néglige la capacité de se défendre, il devient difficile de la rétablir en peu de temps. (Précision importante face au concept de «montée en puissance» d'Armée XXI!)

L'histoire apporte un démenti à ceux qui croient que l'on est épargné si l'on renonce à se défendre. Les conséquences en sont les prises d'otages, le recrutement de travailleurs forcés ou l'incorporation des hommes dans l'armée de l'occupant pour servir de chair à canon. «Il n'y a qu'une solution, qui est d'ailleurs parfaitement morale: défendre la paix mais posséder une armée forte prête à se battre uniquement en cas d'attaque, mais alors avec une détermination inflexible.» (p. 119)

5. Les Etats n'ont que des intérêts

Pour Frick, citant un Premier ministre anglais de jadis, les Etats n'ont ni amis ni ennemis, mais uniquement des intérêts: «Les petits pays surtout devraient se souvenir de cette maxime. Toutes les parties aux conflits n'agissent finalement qu'en fonction de leurs intérêts. Les sentiments d'amitié, l'identité des valeurs, la démocratie, les droits de l'homme n'ont joué aucun rôle quand il s'agissait de prendre des décisions.» (p. 119) A titre d'exemple, l'auteur mentionne notamment le fait que la Grande-Bretagne, entre 1939 et 1940, a étranglé économiquement la Suisse de manière impitoyable. Le ministre britannique des Affaires étrangères assura à l'envoyé de la Suisse que «la Grande-Bretagne éprouvait certes une grande sympathie pour la Suisse démocratique mais qu'elle menait un combat vital et qu'elle devait sauvegarder ses intérêts. Après la capitulation de la France, ce même gouvernement déclara qu'il était dans l'intérêt des Alliés que la Suisse maintienne sa capacité de défense et son indépendance le plus longtemps possible et qu'elle demeure un centre d'informations au cœur de l'Europe dominée par l'Allemagne. C'est pourquoi on ne devait pas exercer sur elle de trop grandes pressions économiques.» (p. 120)

6. La neutralité implique nécessairement la capacité de se défendre

La neutralité ne protège ni des amis ni des ennemis et le pays a donc absolument besoin d'une armée crédible pour se protéger. «L'Allemagne a attaqué de nombreux pays neutres, même ceux qui, à son initiative, avaient conclu peu avant des pactes de non-agression. Mais les Alliés ont agi de même lorsque cela correspondait à leurs intérêts.» (p. 121)

Pour que la neutralité soit crédible, il faut la défendre contre toutes les parties, sans égard pour les sympathies ou les antipathies.

C'est dans ce contexte que Frick place la rencontre entre le général *Guisan* et le général *SS Schellenberg*. Le général a assuré le haut commandant allemand que la Suisse était déterminée à combattre tous ceux qui violeraient l'intégrité territoriale de la Suisse, également les Alliés: «Il s'agissait d'empêcher l'Allemagne d'attaquer la Suisse par précaution parce qu'elle pouvait douter de la volonté de la Suisse de résister de toutes ses forces à un passage des Alliés à travers son territoire.» (p. 122)

7. Pas d'adhésion à des alliances

Pour Frick, il n'est jamais dans l'intérêt d'un petit pays d'adhérer à une alliance car les pays plus puissants ne font que défendre leurs intérêts même dans les alliances et utilisent les alliés plus faibles comme de la chair à canon.»

8. Capacité de défense et de souffrance d'un peuple

Ce point concerne la capacité de défense et de souffrance des peuples qui veulent garder leur indépendance. Frick rend hommage aux Britanniques après la capitulation de la France, aux juifs affamés du ghetto de Varsovie luttant contre les SS, à l'armée de la Résistance polonaise et également à l'Union soviétique qui a compté le plus grand nombre de victimes des Allemands. En ce qui concerne la Suisse, Frick soulève la question suivante: «Nous autres Suisses jouissons aujourd'hui d'une prospérité sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Peut-on attendre d'une telle société qu'elle comprenne quelle volonté de se battre et quels préparatifs matériels sont nécessaires pour persuader un agresseur potentiel que le rapport bénéfice-coût d'une attaque est négatif et qu'elle ne vaut pas la peine d'être tentée? Et pouvons-nous nous représenter la capacité de défense et de souffrance qu'il faudrait manifester si l'agresseur ne se laissait pas dissuader et que le peuple devait résister avec son armée dans une guerre?» (p. 124 sqq.)

Et il enfonce le clou: «Quelle proximité avec la terrible réalité d'une guerre, quels risques notre peuple protégé, gâté, démocratique et attaché aux droits de l'homme permet-il à son armée au cours de la formation des soldats? Quels moyens est-il disposé à lui accorder qui la rendent suffisamment forte pour tenir une guerre future, avec ses souffrances inimaginables, le plus éloignée possible du peuple ou, dans le pire des cas, pour combattre longtemps? Car notre victoire serait de résister longtemps et non pas d'aller défilant dans la capitale du pays agresseur.» (Frick, p. 125)

9. Réflexion à long terme

Frick invite à engager une réflexion à long terme malgré la tendance de la politique quotidienne à se limiter au court terme. On ne peut pas mettre sur pied une armée en peu de temps: «En tout cas, il faut beaucoup de temps pour créer une tradition de capacité à se défendre. Or toutes les puissances ont reconnu cette capacité à la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour *Machiavel* déjà, au XV^e siècle, elle expliquait que les Suisses étaient le peuple le plus libre d'Europe.» (p. 125 sqq.)

10. Les décisions de politique intérieure sont toujours des signaux envoyés à l'extérieur

Pour Frick, nous devrions être conscients «que toutes les décisions que nous prenons ne sont pas uniquement de nature intérieure. Nous

Suite page 3



ISBN 978-3-033-02948-4

L'amour de la patrie des Suisses est extrêmement profond

«Le désir de se battre des soldats suisses est élevé et doit être placé sur le même plan que celui des Finlandais. Un peuple qui a de bons gymnastes a toujours en de bons soldats. L'amour de la patrie des Suisses est extrêmement profond.»

Franz Böhme, général des troupes allemandes de montagne, dans un plan d'attaque de la Suisse élaboré à l'intention de la SS à l'été 1943 (in: Gotthard Frick, Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933-1945, p. 57)

Problèmes d'un petit Etat neutre hier et aujourd'hui

Il n'y a pas de paix sans capacité de défense

«Notre capacité de défense vieille de plusieurs siècles a toujours été la sœur jumelle de notre amour de la paix et devrait le rester à l'avenir, quoi qu'il nous réserve.» (Frick, p. 3)

Quand on ne s'attend pas à une grande guerre, on néglige l'Armée

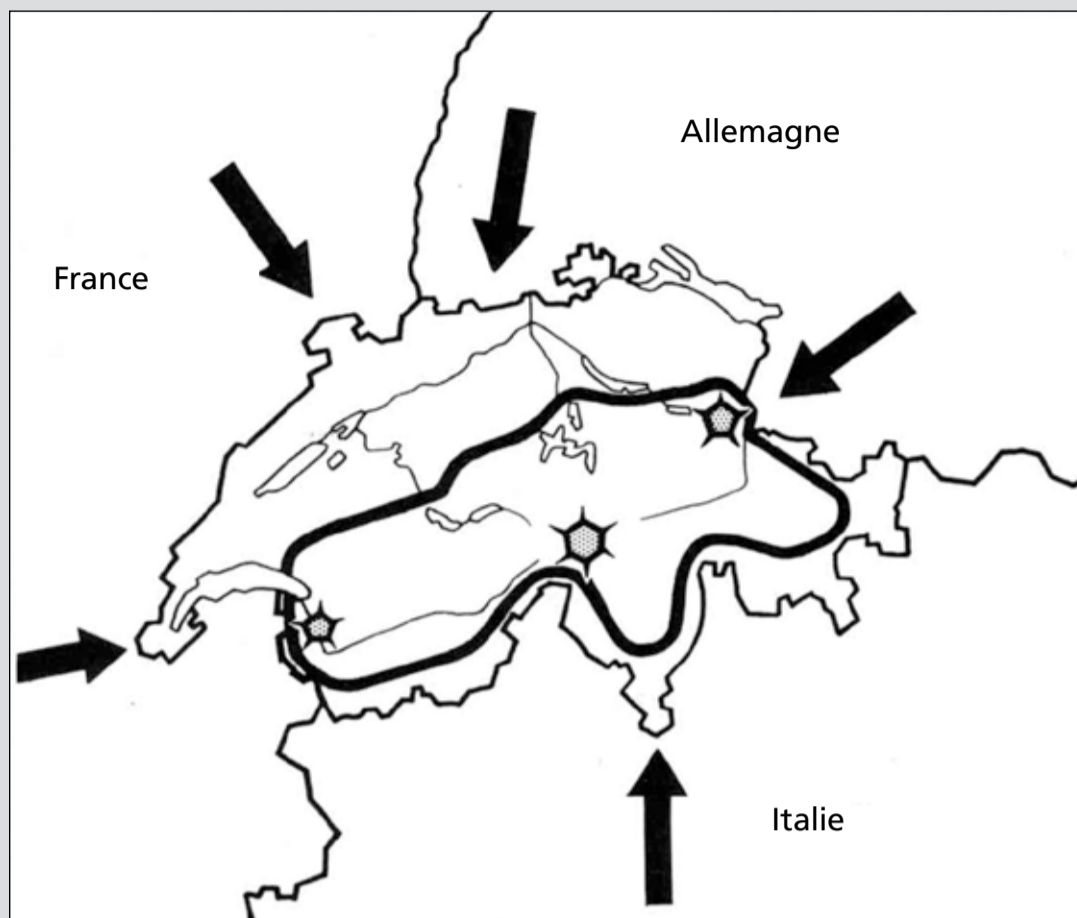
La Suisse est un des rares pays à s'être rendu compte assez tôt du danger représenté par l'Allemagne. Elle commença à se préparer au pire. En 1934, elle commença par la protection aérienne (aujourd'hui protection civile). Le 24 février 1935, le peuple approuva le projet de défense qui ouvrait la voie à un programme d'armement extraordinaire [...] Le 21 septembre 1936, la Confédération émit un emprunt de défense nationale qui rencontra un vif succès. La durée de l'école de recrues fut allongée et l'instruction améliorée. On acheta du matériel de guerre, dont des avions de combat, et l'on développa les fortifications. Mais les lacunes importantes ne purent pas être comblées jusqu'au début de la guerre. On avait pendant trop longtemps négligé l'Armée en raison de l'idée, répandue dans le peuple, qu'une autre grande guerre était impossible.» (Frick, p. 12)

Cohésion entre la gauche et la droite

Ce n'est qu'en 1938, peu avant le début de la guerre, que le président du Parti socialiste Oprecht déclara: «La défense du pays est l'alpha et l'oméga de la politique suisse. Ce changement d'attitude se produisit certes beaucoup trop tard pour préparer l'Armée à la future guerre, mais il créa, à propos de cette question décisive de politique intérieure, une cohésion entre la gauche et la droite.» (Frick, p. 13)

Renforcer les valeurs suisses

«Le Schaffhouseois Oscar Frey, le conseiller national Gottlieb Duttweiler (fondateur de Migros) et le professeur Karl Meyer, firent, depuis l'été 1940, des conférences dans tout le pays au cours desquelles ils insistaient sur la nécessité et la possibilité de la résistance. Inspiré par cela, le général Guisan institua, en mai 1941, la section Armée et Foyer dont l'objectif était de renforcer les valeurs suisses dans l'Armée et la population civile et de lutter contre le défaitisme et le découragement. C'était nécessaire car au vu



«L'encerclement de la Suisse par une seule alliance militaire rendait une attaque possible de tous côtés. Dans cette situation, il fallut adopter une ligne de défense tous azimuts centrée sur les Alpes: le Réduit national.» (Andri Peer, *Der Aktivdienst*, Zofingen, 1976, p. 28)

de l'occupation rapide de la Yougoslavie puis de la Grèce par l'Allemagne, la Suisse doutait de nouveau de ses capacités de résistance. Ces deux opérations de la Suisse, qu'Hitler n'avait pas prévues d'emblée, apportèrent un répit supplémentaire.» (Frick, p. 14)

Crise de la lutte pour la survie économique

«Avec le début de la guerre commença pour la Suisse la crise de la lutte pour la survie. Il s'agissait d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires, en carburants, en combustibles, en matières premières et en produits semi-finis, de poursuivre le réarmement, de continuer à faire du commerce avec le monde et de sauvegarder les emplois. Un chômage important aurait fait le jeu de l'extrême-droite. La Suisse introduisit le rationnement et l'économie de guerre, mit en place un programme d'extension des cultures et s'assura, en créant la «protection des militaires» (aujourd'hui «régime des allocations pour perte de gain»), pour que les familles des soldats mobi-

lisés ne tombent pas dans la misère.» (Frick, p. 19)

Brutalité extrême des Alliés

«Bien que le droit international de la neutralité autorise expressément aux pays neutres le commerce avec les parties au conflit, chacun voulait que la Suisse mette fin à son commerce avec l'ennemi et ne livre à ce dernier ni biens stratégiques ni armes. L'extrême brutalité et le manque de compréhension des Alliés, en particulier des Etats-Unis, pour la situation exceptionnelle et difficile de la Suisse ne se différençait en rien de celle des Allemands. Le conseiller fédéral Stampfli déclarait en 1944: *Nous n'avons jamais été plus mal traités par les Allemands que nous le sommes maintenant par les Alliés.* Ils étaient insensibles à la sympathie, à la démocratie, à l'Etat de droit et à des valeurs similaires.» (Frick, p. 19sq.)

C'est l'Armée suisse qui a mobilisé le plus rapidement

«Aucune armée au monde ne peut mobiliser ses troupes aussi rapidement

que l'Armée suisse. C'est ce qu'écrivait le 11 novembre 1938 le Lord-maire de Londres dans le *Times* après une visite en Suisse. Il recommandait au Royaume-Uni d'adopter le système suisse. L'étude stratégique Tannenbaum de l'état-major allemand datant de 1940 estimait qu'une partie des troupes de frontières serait prêtes au combat au bout de 5 heures, les brigades de frontières et de montagne et les brigades légères dans les 24 heures, les divisions et les grands états-majors, c'est-à-dire la totalité de l'Armée en 48 heures. (A titre de comparaison, le chef d'état-major allemand Halder estimait, le 27 mars 1940, que la mobilisation de 20 divisions italiennes en vue d'opérations aux côtés de l'Allemagne prendrait deux semaines. A cela il fallait ajouter le temps de déplacement vers les lieux de combat.» (Frick, p. 53sq.)

Le mythe tenace d'une supériorité de la Wehrmacht

«Le mythe d'une supériorité militaire prétendument écrasante en 1939/1940 de l'Allemagne nazie est tenace. Il sert aujourd'hui encore de justification aux pays d'Europe de l'Ouest – y compris à la France – qui, démoralisés, ont pour la plupart capitulé sans véritable résistance.» (Frick, p. 74)

On n'épargne pas ceux qui se soumettent

«Il existe aussi des gens prêts à se soumettre dans le but d'avoir au moins la vie sauve. Comme le montrent la Seconde Guerre mondiale et tous les conflits ultérieurs, ces individus succombent eux-mêmes à la folie guerrière, non seulement en tant que victimes civiles de bombardements ou d'attaques de missiles ou d'artillerie, mais parce que des forces d'occupation sans scrupules les anéantissent pour des raisons politiques, racistes ou autres. Ou encore on les exécute en tant qu'otages pour venger des soldats ou des citoyens tués par des résistants. En effet, il y a dans chaque peuple des hommes qui préfèrent combattre plutôt que d'être asservis. En d'autres termes, renoncer à se défendre ne permet pas d'épargner la population d'un pays. Il n'y a qu'une solution, qui est d'ailleurs parfaitement morale: défendre la paix mais posséder une armée forte prête à se battre uniquement en cas d'attaque, mais alors avec une détermination inflexible.» (Frick, p. 119)

«La liberté, la démocratie ...» suite de la page 2

envoyons par là des signaux au monde qui les reçoit et les interprète.» (p. 126) Jusqu'en 1939, la plupart des démocraties européennes ont envoyé à Hitler le signal qu'elles étaient démoralisées et qu'elles n'étaient pas prêtes à se battre pour défendre leurs valeurs. La Grande-Bretagne et la France ont leur part de responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale parce qu'à Munich, elles ne se sont pas opposées de manière catégorique à Hitler: «En capitulant, ces deux puissances ont également désavoué la population de Berlin qui,

3 jours avant Munich, avait manifesté avec détermination contre la guerre.» (p. 126) En revanche, la Suisse fit savoir sans ambiguïté qu'elle était décidée à se battre. Le chef d'état-major allemand Halder notait au printemps 1940 dans son journal de guerre qu'une attaque de la France à travers une Suisse sans défense aurait été une éventualité séduisante. Mais il dut exclure cette option car la Suisse n'était pas sans défense.

Se préparer au pire

Dans sa conclusion, Frick écrit qu'une attaque contre la Suisse ou une guerre en Europe semble aujourd'hui inimaginable à

beaucoup de personnes, de même qu'après la Première Guerre mondiale, personne ne s'attendait à une nouvelle guerre mondiale. Il est dans la nature de l'homme «de considérer une longue période de paix et, de manière générale, une situation en général bonne et agréable quasiment comme un don de Dieu qui va durer indéfiniment et de refouler les éventualités effrayantes.» (p. 127) Malheureusement, bien que l'on aimerait donner raison aux optimistes, l'histoire montre que «les comportements et les décisions irrationnels, souvent associés aux instincts humains les plus vils, déterminent toujours et partout la politique et l'action militaire.» (p. 127) Comme l'homo

sapiens sapiens n'a pas changé récemment, on ne peut exclure ni une guerre en Europe ni une attaque contre la Suisse, même pas au cours des prochaines années. Que ceux qui trouvent cette idée trop bizarre méditent les dernières phrases de Frick: «Qu'arriverait-il si, par exemple, le monde ou seulement l'Europe sombrait, à cause des dettes accumulées, dans une grave crise monétaire et économique, et même s'effondrait, et si les nombreuses et anciennes tensions ethniques et territoriales se déchaînaient?» (p. 128) Sommes-nous aujourd'hui, à l'été 2011, éloignés de ce scénario? La «malice des temps» invoquée par nos pères fondateurs n'est-elle pas éternelle, à notre grand regret?

Combien d'années se sont écoulées entre la prise du pouvoir par Hitler et la remilitarisation de la Rhénanie, l'écrasement de la Tchécoslovaquie et l'invasion de l'Autriche et le début de la Seconde Guerre mondiale? Trois, cinq et six ans ! C'est pourquoi Frick conclut qu'il est indispensable «que la Suisse se prépare au pire tout en espérant qu'il n'arrivera pas». (p. 128) Il y a là un espoir mais aussi un appel auquel tout contemporain vigilant et amoureux de la liberté ne peut qu'acquiescer.

Bibliographie
Gotthard Frick. *Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945. Eine neue, umfassende Sicht auf die Selbstbehauptung der Schweiz im Zweiten Weltkrieg und die daraus für die Zukunft zu ziehenden Lehren.* Eigenverlag Gotthard Frick, CH-4103 Bottmingen, Februar 2011, ISBN 978-3-033-02948-4.

Ce qui serait arrivé à une Suisse occupée

L'exemple de la Grèce

«La Grèce resta occupée pendant trois ans par les troupes de l'Axe. Elle fut systématiquement pillée et dut livrer au vainqueur non seulement une grande partie de son équipement industriel et de ses véhicules et machines agricoles mais également, pendant tout le temps de l'occupation, une grande partie de ses vivres. Dès le premier hiver, cela provoqua une famine catastrophique à laquelle succombèrent quelque 100 000 Grecs et 80% des nouveau-nés. [...] Les Grecs menant bientôt une guerre de partisans féroce, les

troupes allemandes se vengèrent souvent, comme ailleurs, en fusillant la totalité de la population – hommes, femmes, enfants – de villages situés à proximité des attaques de la guérilla ou en exécutant des otages civils.»

(Gotthard Frick, *Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945*, p. 92sq.)

L'exemple de la Yougoslavie

«Ici aussi, les Allemands prirent la population civile en otage. Pour chaque Allemand tué par les partisans, on fusil-

lait 100 otages, pour chaque blessé, 50 otages. L'auteur de l'étude de 1943 sur l'attaque éventuelle de la Suisse, le général des troupes de montagne Franz Böhme, fut, en 1941, pendant deux mois et demi, général en chef doté des pleins pouvoirs en Serbie. Pendant cette seule période, 30 000 otages furent exécutés. Jugé au Tribunal militaire international de Nuremberg, il échappa à la condamnation, le 27 mai 1947, en se suicidant.»

(Gotthard Frick, *Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945*, p. 91)

Les maux du capitalisme non régularisé

Les remèdes pour l'économie américaine: Terminer les guerres, baisser les dépenses pour l'armée et les médicaments et augmenter les impôts – au moins pour les plus riches

par Joseph Stiglitz*

ef. En juin 2009, l'ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU, Miguel D'Escoto Brockmann, et l'ancien chef économiste de la Banque mondiale et prix Nobel Joseph Stiglitz ont organisé une réunion «au plus haut niveau» au sujet de la crise économique et financière mondiale et ses répercussions.

C'était une tentative en urgence de ne pas laisser la crise mondiale aux seules mains de ceux qui l'avaient causée, les pays du G20, mais de donner la parole à ceux qui, à l'époque, subissaient les pires effets de la crise. Tous les pays, le G192, la communauté mondiale, devraient participer à la solution de ce problème touchant toute l'humanité parce que la crise concerne la communauté internationale entière, donc tous les peuples doivent participer de façon équivalente à la recherche d'une solution. Miguel D'Escoto Brockmann et Joseph E. Stiglitz s'étaient investis à fond, pour que les peuples soient traités en partenaires équivalents et souverains et ne soient pas dominés par de puissants groupes financiers ou quelques Etats industrialisés. Lors de la conférence, il a clairement été démontré qu'il fallait s'orienter autrement, et qu'une économie basée sur l'exploitation, la concurrence, l'égoïsme et l'avidité, surtout de la part des pays industrialisés, avait fait son temps. En lieu et place, il faut une économie mondiale basée sur des principes éthiques: le respect, l'as-

sistance, la responsabilité et la coopération – une économie où l'homme est replacé au centre. Ces principes éthiques doivent aider à «dépasser l'égoïsme et à prendre les mesures nécessaires pour que la crise ne devienne pas une catastrophe mais une occasion de créer de nouvelles formes de vie en commun, des modèles économiques innovateurs et un sens plus développé pour la vie et la vie en commun.» (Allocution d'ouverture de Miguel D'Escoto Brockmann, cf. Horizons et débats n° 28 du 20/7/09)

Les demandes urgentes de l'époque, en connaissance des effets dévastateurs de la crise financière et économique mondiale, surtout pour les peuples pauvres, paraissent être restées inaperçues en Occident: le rapport de la Commission Stiglitz qui avait été présenté à cette réunion avait proposé des réformes fondamentales des marchés financiers internationaux, entre autres un Conseil économique mondial représentatif ainsi que des contrôles étatiques des transferts de capitaux. A l'époque, cette tentative avait été écartée par les pays industrialisés.

Avec son livre intitulé «Le triomphe de la cupidité» et publié en 2010, Joseph Stiglitz s'est adressé au public mondial et a invité toutes les forces à réfléchir et agir ensemble. Porté par le respect pour les Etats nations et leur souveraineté, il y pose le devoir de l'avenir pour nous tous, dans son entière complexité, animé par le désir d'éviter de futures crises. Sans accusation individuelle et d'une grande franchise, signe de grandeur humaine, il décrit dans son livre les négli-

gences et les décisions erronées qui ont mené au désastre actuel.

Mais cette invitation à chercher ensemble des solutions humaines pour tous n'a de toute évidence pas suffi pour abandonner le capitalisme à caractère occidental pour se retrouver dans une économie mondiale.

Les efforts de Stiglitz et de Brockmann doivent être rappelés quand on se demande où nous en sommes aujourd'hui: dans presque tous les Etats occidentaux des crises de paiement des dettes s'annoncent – il n'y a pas que la Grèce qui encourt la faillite d'Etat. Les USA en tant que la plus grande, et d'autres grandes économies nationales, ont le même problème.

Dans l'article ci-dessous, Joseph Stiglitz met en garde contre davantage d'expériences coûteuses basées sur des idées qui ont déjà échoué à maintes reprises et qui ne feraient qu'aggraver la crise. Dans une autre tentative de virer de bord, il offre des propositions de solutions qui doivent être discutées.

Il y a seulement quelques années, une idéologie à la mode – la croyance dans l'efficacité de l'économie de marché libre de toute entrave – a mené la planète au bord de la ruine. Même à son apogée, entre le début des années 1980 et 2007, le capitalisme américain orienté vers la dérégulation n'a permis qu'à une poignée de gens, les plus fortunés du pays le plus riche de la planète, de s'enrichir encore davantage. En réalité, durant les 30 ans de montée en puissance de cette idéologie, année après année, le revenu de

la grande majorité des Américains a stagné ou baissé.

La croissance de l'économie américaine n'avait pas de caractère durable. Elle ne pouvait se prolonger qu'au moyen d'une consommation financée par une montagne de dettes toujours croissante, une grande partie du revenu national bénéficiant uniquement à une petite minorité.

Je faisais partie de ceux qui espéraient que la crise financière apprendrait aux Américains et à d'autres une leçon sur la nécessité de plus d'égalité, plus de régulation et un meilleur équilibre entre le marché et l'Etat. Malheureusement cela n'a pas été le cas. Bien au contraire, une résurgence des idées économiques de droite, suscitée comme toujours par des considérations idéologiques et la défense d'intérêts particuliers, menace à nouveau l'économie mondiale – ou à tout le moins l'économie de l'Europe et de l'Amérique où ces idées continuent à prospérer.

Aux USA, cette résurgence droitière qui nie les lois fondamentales des mathématiques et de l'économie menace d'entraîner le pays à la faillite. Si le Congrès décide de dépenses qui dépassent les revenus, le budget connaîtra un déficit, un déficit qu'il faudra financer. Plutôt que de comparer les programmes de dépenses publiques avec le coût d'une hausse d'impôt pour les financer, la droite veut agir sans discernement. Refuser toute hausse de la dette publique contraint à financer les dépenses exclusivement par la fiscalité.

Suite page 5

* Joseph E. Stiglitz est prix Nobel d'économie et professeur à l'université de Columbia à New-York. Son dernier livre s'intitule «Le triomphe de la cupidité». (ISBN 978-2-7427-9504-8)

Les Islandais ne veulent pas casquer pour les dettes des banques

gk. Il n'y a pas une seule manière pour les gouvernements et les peuples d'Europe de réagir à la crise financière. Un pays de l'UE, l'Irlande, a, sans consulter le peuple, repris les dettes dues aux spéculations hasardeuses de ses grandes banques et a plongé dans la crise des dettes souveraines. Elle a ensuite été enfermée par l'UE dans une cage politique, économique et financière appelée «plan de sauvetage». L'Islande, quant à elle, qui n'est pas membre de l'UE, a choisi une autre voie.

A la suite de la crise économique et financière de 2008, les trois banques islandaises *Kaupthing*, *Glitnir* et *Landsbanki* avaient été emportées dans le tourbillon de la débâcle financière américaine. Pendant des années, louées vivement par les analystes et les politiques responsables de l'économie, elles avaient participé à d'incroyables spéculations financières qui avaient atteint un volume énorme. Et cela, comme c'était l'habitude jusque-là, avec très peu de fonds propres. En quelques jours, ces trois banques étaient devenues insolubles. Leurs faillites figuraient parmi les 10 plus importantes du monde. En tout, elles avaient accumulé 100 milliards de dettes, une somme représentant trois fois le PIB de l'Islande qui compte quelque 311 000 habitants. Le gouvernement n'eut pas d'autre solution que de nationaliser les trois banques afin de maintenir au moins les transactions financières. De nombreuses PME firent également faillite et le chômage quadrupla pour atteindre 8%. Les Islandais pensaient qu'un changement de gouvernement et une adhésion prochaine à l'UE allaient les sortir de leur situation catastrophique. Par bonheur, la Norvège et la Suède, pays voisins, leur accordèrent des crédits à long terme. Et il fallut demander l'aide du FMI. Tout d'abord, le nouveau gouvernement social-démocrate fut dans l'incapacité de se porter garant des dettes des trois banques surdimensionnées et les spéculateurs européens, avant tout de Grande-Bretagne et des Pays-Bas, exercèrent des pressions sur lui. Pendant des années, ils avaient, avant tout grâce à l'*Icesave*, banque en ligne filiale de la

Landsbanki, empoché de juteux intérêts et ne voulaient pas admettre qu'ils devaient supporter les conséquences de leurs spéculations. Ils avaient une telle influence en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas que ces deux pays leur remboursèrent leurs mises et réclamèrent cet argent à l'Islande. Ils voulaient empêcher l'adhésion de l'Islande à l'UE si elle ne remboursait pas les 3,8 milliards des spéculateurs. La Grande-Bretagne est même allée jusqu'à se servir de la loi antiterroriste pour menacer de bloquer les transactions financières internationales de l'Islande et de saisir les avoirs islandais. Le gouvernement et le Parlement islandais ont cédé, prêts à rembourser l'argent.

Cela signifie que chaque Islandais se serait endetté de 18 000 euros plus les intérêts courus. Ces 3,8 milliards d'euros correspondaient à environ 40% du PIB et dépassaient le budget total du pays. 90 000 Islandais adressèrent une pétition au gouvernement et réclamèrent, avec succès, un référendum sur la question. En mars 2010, 93% des citoyens refusèrent de cautionner les dettes occasionnées par les spéculations étrangères.

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas lâchèrent alors un peu de lest, baissèrent le taux d'intérêt à 3,2% et prolongèrent les échéances jusqu'en 2046. Malgré le résultat du référendum, le gouvernement et le Parlement islandais cédèrent une nouvelle fois et acceptèrent cette offre, toujours dans l'intention d'adhérer à l'UE.

Le peuple islandais était en ébullition, des personnalités en vue s'opposaient à cette solution malgré les menaces du gouvernement social-démocrate qui agitaient la menace du chaos économique et social. L'écrivain *Einar Már Guðmundsson*, notamment, protesta contre la décision du gouvernement prétendument inévitable: «Nous ne pouvons pas nous permettre de jeter dans la gueule du capital international nos ressources telles que les pêcheries et l'énergie thermique. Le 5 janvier 2010, de manière tout à fait inattendue, le Président *Ólafur Ragnar Grímsson* surprit le gouvernement en refusant de ratifier la nouvelle loi sur le remboursement des clients

étrangers de la banque *Icesave* adoptée par le gouvernement et le Parlement. Il exigea la tenue d'un nouveau référendum qui eut lieu en avril 2011. La perspective de devoir, sous le diktat de l'UE, vendre les pêcheries et les ressources énergétiques trouva, malgré les promesses et les menaces, peu d'écho dans la population et 60% des Islandais réitérèrent leur «non».

La Grande-Bretagne et les Pays-Bas continuèrent de soutenir les spéculateurs et menacèrent alors de porter plainte contre l'Islande devant la Cour de justice de l'AELE. L'affaire est en cours. Jusqu'ici, aucun document

n'a pu être produit qui prouverait que l'Etat a offert des garanties aux spéculateurs.

La situation économique de l'Islande s'améliore peu à peu, le chômage baisse, les pêcheries et le tourisme sont en plein boom. La chute du taux de croissance qui avait atteint, en 2010, son point le plus bas, -7%, a pu être freinée. Le taux d'inflation, qui était monté à 19% en 2001, est redescendu à 1,9% en février dernier. La production industrielle également a augmenté de 19% en 2009 l'année dernière. Les économistes parlent déjà du «miracle de l'après-crise». Une des raisons en est que l'Islande a sa propre monnaie. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Comme une difficulté d'être ...»

par Olivier Delacrétaz, Lausanne

«Je sens comme une difficulté d'être.»

Fontenelle (1657-1757),
sur son lit de mort

Tandis qu'Ethan Fontannaz, gymnasiens à La Cité, sort du bâtiment principal, son portable joue quelques notes de Mozart façon techno. Un «ami» de facebook (il en avait cinq cent quarante-sept en début de matinée) lui annonce, en même temps qu'à mille quatre cent treize correspondants, une mégateuf [grande fête, nldr.] à Sauvabelin. Pour quoi pas ...?

Ethan vient de recevoir sa dernière leçon de géographie avant le baccalauréat. Cette année, ils ont étudié la génétique des populations, la tectonique des plaques et les agglomérations métropolitaines. Ses «activités» en géographie ont consisté à copier et coller dans un dossier les données de *Wikipédia* sur le café solidaire, le chocolat équitable et les bananes plus justes. Leur enseignante met la dernière main à sa thèse de géographie sociale, «Le tourisme, stade ultime de l'impérialisme».

Aux termes de la loi scolaire, l'enseignement de la géographie a pour but de susciter chez l'apprenant une compétence sociétale fondée sur une approche ethniquement décentrée d'un monde multiple et menacé. Ils ont travaillé sur des cartes qui plaçaient le Sud en haut, pour briser la supériorité de l'Europe, présentée subrepticement comme une réalité scientifique par la cartographie traditionnelle.

Dans la même attitude altérocentrique, la commission fédérale de géographie *Geo-HarmoS* a «problématisé» les connaissances «locales», de façon à s'élever d'emblée aux notions générales. Ainsi propulsé dans l'universalité, Ethan définit sans faute un confluent ou un bloc erratique, un ubac ou un adret; il sait ce qu'est une zone inconstructible aux termes de la loi sur l'aménagement du territoire. Mais il n'est jamais allé aux Sciernes-

Picats ni aux gorges de l'Arnon, il n'a jamais vu la Tine de Conflans ou la Pierre à Camboz. Dans l'esprit des auteurs de la méthode, son savoir en sera d'autant plus objectif. Il est vrai que l'enseignement «traditionnel» ne s'intéressait pas davantage à ces hauts lieux vaudois, traitant la géographie dans une perspective fédérale, avec les accents principaux sur le Finsteraarhorn, les cultures du Seeland et le pont de Lucerne.

Pour ce qui est de sa géographie personnelle, Ethan possède quelques points de repères lausannois: le «Bordu», à Vidy, le Mad au Flon, le D!Club ... ainsi que Sauvabelin où il se rend présentement. Le reste ne l'intéresse guère: l'Est lausannois est une grande propriété arborisée, somptueuse et inaccessible; l'Ouest, un Far-West italo-africano-balkanique hostile; le Nord, au delà du Chalet-à-Gobet, un *no man's land* brumeux que la presse nomme *arrière-pays* et qu'il imagine semblable au Marais des Morts.

Ethan arrive au Château. Ce bâtiment n'évoque rien pour lui. Il croit que *saint Maire* était un syndic bien-pensant. Car il en va de l'histoire comme de la géographie: une année sur l'usage de la chimie dans l'étude des cartulaires, une année sur la démythification des lacustres et un mémoire sur le devoir de mémoire. L'histoire générale, il la ressent confusément comme une ligne droite ascendante de la barbarie des cavernes à la Déclaration des droits de l'homme.

L'histoire suisse? Durant une période d'éducation à la citoyenneté, on leur a présenté un digeste allégé du *Rapport Bergier*. Quant à l'histoire vaudoise, il en sait moins encore, s'il est possible. Il passe devant la statue de *Jean Daniel Abraham Davel*, sans savoir que c'est le Major. *Pierre de Savoie*? La baronnie de Vaud? L'invasion bernoise? *Jules Muret*? *Capo d'Istria*? Jamais entendu parler ...

A vrai dire, il ne se sent ni Suisse, ni Vaudois. Les mœurs locales ne lui sont pas fami-

lières. Il leur préfère les mœurs extraverties des Sud-américains. Quand l'équipe suisse de football gagne un match, il s'essaie à le fêter à la brésilienne: cris (discrets), coups de klaxon (bien tempérés), tentatives maladroites de déhanchement sur un rythme de samba.

Quant à la cuisine du pays, les girons des chorales, l'accent et l'humour du terroir, les anecdotes vaudoises, tout cela l'indiffère, le gêne parfois. *Ramuz* lui paraît se mouvoir lourdement dans un monde bien moins crédible qu'un jeu vidéo. Il laisse derrière lui le Major s'adresser inlassablement à une foule indifférente.

Son père, tôt enfié du foyer conjugal, ne lui a jamais conté la saga familiale, cet ensemble de souvenirs qui relie chaque enfant à un passé plus ou moins mythique et plus ou moins embelli. Sa mère, d'origine vénézuélienne, s'est repliée sur ses compatriotes exilés. Ethan n'a jamais été soumis par ses oncles et tantes à ces jugements plus ou moins arbitraires qui sont l'humus de la personnalité. On n'a jamais dit de lui: «C'est bien un *Fontannaz*, il est aussi menteur que le cousin *Ernest*!», ni décrété souverainement qu'il avait «le menton et les oreilles de son arrière-grand-mère *Pearl*».

Il ignore que cette *Pearl*, née *Bossy*, issue d'une riche famille de minotiers, sauva le domaine familial de la faillite grâce à une dot de 30 000 francs. Il ignore que son grand-oncle (ce fameux Ernest, qui ne mentait pas plus que les autres, mais d'une manière plus créative) avait repris l'exploitation agricole sans enthousiasme – la terre est basse – avant de vendre à des promoteurs et de partir dans les îles. Il ignore tout autant l'existence de son petit-cousin, colonel de carrière, de sa grand-tante, mariée quatre fois et restauratrice à Zermatt, et de son oncle dessinateur à Boston. Tout ce chatolement familial est absent de son paysage mental. Il ne sait

pas où son père a rencontré sa mère. Il ne sait à vrai dire même pas où il est né. Il n'en souffre pas, n'ayant jamais appris à avoir envie de savoir.

On ne lui a jamais dit que les *Fontannaz* étaient originaires de Bex. Peu importe d'ailleurs, la notion d'origine ayant perdu toute portée patrimoniale et administrative. La notion de nom de famille suit le même chemin et, dans la tribu indistincte et changeante de ses fréquentations, un prénom – généralement abrégé – est largement suffisant.

A l'arrêt de bus de la Barre, il entend la Cathédrale sonner douze. Ces «sons lourds d'airain» n'évoquent rien pour lui. Il est incroyant par défaut de formation religieuse, moins agnostique ou athée que religieusement atone. Pour dire vrai, il ne voit pas où est la question. La paroisse à laquelle il est rattaché administrativement a été fusionnée avec deux autres. Le pasteur ne réside pas sur le territoire paroissial, mais fait des visites quand les fidèles le lui demandent. Ethan n'envisage pas de le faire.

Il descend du bus, arrive au Lac, son portable sonne: les «organiseurs» de la *teuf* sont descendus au «Bordu» pour un *botellon*. Ce procédé aurait semblé cavalier à la génération de ses grands-parents. Lui y est indifférent, il ne procède pas différemment. Il va probablement les rejoindre. Ou peut-être que non.

Il s'assied sur un banc. Comme chacun de nous, il se trouve à l'intersection des lignes de l'espace et du temps. Mais ses lignes à lui s'évanouissent à peine tracées: son espace, c'est ici, juste ici. Son temps, c'est maintenant. Il met ses écouteurs, demande au hasard de choisir une musique sur son baladeur, laisse aller ses muscles, ses oreilles et ses yeux. A la limite de l'existence, il flotte dans une bulle amniotique d'éternité fade ...

Source: *La Nation*, n° 1919 du 15/7/11



Vue de la vieille ville de Lausanne où se trouve le gymnase de «La Cité». (photo Chr. Mehlführer)

«Les maux du capitalisme ...»

suite de la page 4

Cela ne répond pas à la question de savoir quelles dépenses doivent être prioritaires. Si le paiement des intérêts de la dette publique ne l'est pas, un défaut est inévitable. Par ailleurs une baisse des dépenses en ce moment, en pleine crise due à une idéologie qui soutient aveuglement l'économie de marché, va prolonger le ralentissement.

Il y a 10 ans, au milieu d'un boom économique, les USA avaient un tel excédent qu'il pouvait pratiquement combler la dette publique. Des réductions d'impôt et des guerres inappropriées, une récession majeure et la hausse des dépenses de santé publique (alimentées en partie par l'administration *Bush* qui voulait donner toute liberté à l'industrie pharmaceutique pour fixer les prix, alors que l'argent public était en jeu) a rapidement transformé un large excédent en un déficit record en temps de paix.

Cette situation indique comment remédier au déficit américain: il faut remettre le pays au travail en stimulant l'économie, mettre fin à des guerres stupides, limiter les dépenses militaires, brider le prix des médicaments et enfin augmenter les impôts, au moins pour les plus riches. Mais la droite ne veut rien de tout cela et réclame au contraire davantage de baisses d'impôt pour les entreprises et les contribuables les plus riches, ainsi qu'une baisse des dépenses d'investissement et de protection sociale, ce qui mettrait en danger l'avenir de l'économie américaine et réduirait à rien ce qui reste du contrat social. En même temps le secteur financier américain exerce un maximum de pression pour échapper à toute réglementation, de manière à revenir à la situation antérieure alors même qu'elle conduit au désastre.

La situation est à peine meilleure en Europe. Alors que la Grèce et d'autres pays de l'UE sont confrontés à une crise de la dette, la solution en vogue consiste simple-

ment à les pousser à adopter des mesures d'austérité et de privatisation auxquelles on a tant eu recours dans le passé, avec pour seul effet de rendre les pays concernés plus pauvres et plus vulnérables. Cette politique a échoué en Asie de l'Est, en Amérique latine et ailleurs et elle échouera aussi en Europe – d'ailleurs elle a déjà échoué en Irlande, en Lettonie et en Grèce.

Il existe une alternative: une stratégie de croissance soutenue par l'UE et le FMI. La croissance donnerait l'espoir que la Grèce remboursera sa dette, de ce fait les taux d'intérêt baisseront et l'Etat aura plus de latitude pour faire des investissements stimulant la croissance. La croissance en elle-même accroît les revenus fiscaux et réduit les dépenses sociales telles que les indemnités de chômage. Et la confiance retrouvée dope encore davantage la croissance.

Malheureusement les marchés financiers et les économistes de droite prennent le problème à l'envers: ils croient que l'austérité va géné-

rer la confiance et que la confiance va générer la croissance. En réalité l'austérité mine la croissance, ce qui affaiblit la position budgétaire de l'Etat ou à tout le moins se traduit par une amélioration bien moindre que celle promise par les partisans de l'austérité. Quoi qu'il en soit, la confiance est ébranlée, ce qui met en mouvement une spirale descendante.

Avons-nous besoin d'une autre expérience qui sera chère payée si nous appliquons des idées qui ont déjà échoué à de multiples reprises? Si l'Europe ou les USA ne parviennent pas à restaurer une croissance saine, cela aura des conséquences négatives pour toute l'économie mondiale. Si les deux échouent ce sera désastreux – même si les principaux pays émergents atteignent une croissance durable. Malheureusement, si la sagesse ne l'emporte pas, c'est la direction vers laquelle se dirige le monde.

Source: *Project Syndicate* 2011,
www.project-syndicate.org

(Traduit de l'anglais par *Patrice Horowitz*)

Pour une culture de la vie

Le mur du silence autour de la sexualisation des enfants et des adolescents est rompu

Interview de Gabriele Kuby*



ef. Du 17 au 22 juin, la sociologue et auteur de livres, Gabriele Kuby, a voyagé en Suisse et elle a donné dix soirées de conférences sur le thème du «Gender Mainstreaming – le renversement de la hiérarchie des valeurs».¹ Elle a été invitée par l'association «Zukunft CH» qui a entre autres pour objectif de maintenir l'ordre démocratique libéral de la Suisse, de transmettre des valeurs porteuses d'avenir et de consolider la famille en tant que pilier de la société. Dans des salles bien remplies, les participants pouvaient s'informer sur l'idéologie du Gender et des sujets importants qui y sont liés: une révolution culturelle insidieuse, qui – issue des Conférences mondiales sur les femmes et dirigée par l'ONU et l'UE – dans beaucoup de pays a été déclarée idéologie à implémenter. A l'insu du public, l'idéologie du Gender s'est introduite dans les institutions étatiques, les universités, les établissements de formation jusqu'à la base des écoles et des écoles enfantines. Avec elle, le fondement de valeurs de notre société devra être changé de l'intérieur et détruite. Lors des discussions, beaucoup de participants ont exprimé leur indignation sur les contenus sexualisés de livres ainsi que sur l'éducation sexuelle émancipatrice planifiée et ordonnée par l'Etat dans les écoles et jardins d'enfants en Suisse. Le mur du silence autour du thème du Gender Mainstreaming et ses arrière-plans est rompu grâce à ces conférences.

«Horizons et débats» a parlé avec Gabriele Kuby lors de cette tournée de conférences, et nous publions cette interview qui en résulte.

En marge de cette tournée de conférences, Horizons et débats a eu l'occasion de s'entretenir avec Gabriele Kuby. L'interview publiée ci-dessous en est le résultat.

Horizons et débats: Quelle a été pour vous la raison d'entreprendre cette tournée de conférences en Suisse?

Gabriele Kuby: «Zukunft CH» m'a invitée et je leur suis reconnaissante d'avoir pu parler pendant ces dix soirées devant environ 3000 personnes des dangers du Gender Mainstreaming et du danger de la sexualisation des enfants par l'Etat.

Pourquoi est-il important de nos jours de s'occuper du Gender Mainstreaming?

Parce que la société se voit confrontée à la mise en œuvre de l'idéologie du Gender «à tous les niveaux étatiques et non étatiques». C'est ce qu'on peut lire dans le plan d'action du gouvernement suisse de 1999.

Qu'est ce que vous comprenez sous la notion de révolution culturelle et où en sommes-nous aujourd'hui?

Font partie du paquet Gender:

- l'égalité complète, voire l'«identié» entre hommes et femmes,
- la dissolution des rôles propres à chacun des deux sexes,
- le combat contre le caractère normatif de l'hétérosexualité, c'est-à-dire l'égalité complète des sexes sur les plans légal et social, voire le traitement de faveur accordé à tous les modes de vie non hétérosexuels,
- l'avortement comme «droit humain», dissimulé par la notion de «droits reproductifs»,
- la sexualisation des enfants et des adolescents par l'éducation sexuelle comme matière obligatoire. En Suisse, il y a le danger que l'éducation sexuelle obligatoire soit



«Ce qu'il nous faut ce n'est pas le Gender Mainstreaming mais le Family Mainstreaming.» (photo caro)

introduite de manière généralisée par le plan d'études «Lehrplan 21» suisse allemand [et son équivalent, le Plan d'études romand (PER) qui entrera en vigueur dès la rentrée 2011, ndlr.]

Pouvez-vous dire quelque chose sur l'histoire du Gender Mainstreaming (GM)?

Des groupes de lobbying sans légitimation démocratique ont gagné en tant qu'organisations non gouvernementales (ONG) de plus en plus d'influence sur les organisations internationales telles que l'ONU et l'UE. Le tournant décisif pour le GM a été la grande Conférence mondiale sur les femmes à Pékin 1995: La «plate-forme d'action de Pékin» exige que dans tous les domaines de la société hommes et femmes soient représentés dans la proportion de 50 : 50. Il y a eu là-bas la résistance d'une coalition de familles. Elle a distribué un tract intitulé: «We do not agree». On peut y lire: «La plate-forme d'action de Pékin représente une agression directe contre les valeurs, cultures, traditions et convictions religieuses de la grande majorité de la population mondiale, aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les nations industrialisées. [...] Le document ne montre aucun respect de la dignité des êtres humains, il essaie de détruire les familles, ignore le mariage, dévalorise l'importance de la maternité, encourage des pratiques sexuelles déviantes, la promiscuité sexuelle et la sexualité pour les adolescents.» Ces phrases résument tout le programme global de la révolution culturelle du Gender Mainstreaming.

Quelles sont les répercussions (les dates clés) de cette stratégie et en quoi consiste l'effet totalitaire de cette stratégie?

L'objectif de la lutte est de pouvoir ancrer la notion floue «d'identité sexuelle» dans les constitutions nationales. L'idéologie du Gender prétend que le genre (de l'homme ou de la femme), est flexible et peut être choisi, et que «le caractère normatif de l'hétérosexualité» doit être déstabilisé. Par conséquent «l'identité sexuelle» peut changer à tout moment. Si l'on réussit à ancrer cette notion dans la Constitution toute «orientation sexuelle» doit être acceptée. Qui croit que le mariage et la famille, fondés sur l'hétérosexualité, doivent être protégés et renforcés comme fondement de la société et doivent être enseignés comme principe de base, cette personne peut être criminalisée pour «discrimination». Cela signifie que les libertés d'opinion et de religion n'existeraient plus.

Les principes de Yogyakarta, masqués par la pseudo-légitimité de l'ONU, représentent une stratégie de révolution culturelle totalitaire. De nombreux Etats, dont la Suisse, encouragent l'adoption des principes de Yogyakarta.

Dans les principes de Yogyakarta, il s'agit d'une acceptation mondiale des comportements non hétérosexuels (LGBT)² par

1. la suppression des normes sexuelles judéo-chrétiennes,
2. la dissolution de l'identité sexuelle binaire d'homme et de femme,
3. la dissolution de la famille, la légalisation des mariages homosexuels avec le droit à l'adoption, les droits des enfants,
4. des privilèges pour des personnes LGBT

Les méthodes de l'imposition sont entre autres les suivantes:

1. Saper la souveraineté nationale des Etats
2. modifier les valeurs fondamentales de la population, avant tout des enfants et des adolescents par une «pédagogie sexuelle émancipatrice»,
3. la suppression de droits démocratiques au nom de «l'antidiscrimination»,
4. la criminalisation de la résistance en introduisant de nouveaux faits incriminables tels que l'«homophobie», le «discours haineux» et la discrimination en raison de l'«identité sexuelle».

Quelle est selon vous une véritable égalité des sexes? En quoi consiste actuellement la vraie misère des mères et des pères? De quoi aurait-on besoin actuellement (Family mainstreaming)?

Les hommes et les femmes sont différents et appelés à se compléter mutuellement. L'Etat n'a pas le droit de dissoudre l'identité sexuelle d'hommes et de femmes par l'ingénierie sociale. Nous disposons de l'égalité des droits! Le féminisme radical lutte contre les femmes, les hommes et les enfants. Les conséquences dévastatrices sont évidentes pour tout un chacun. La misère des femmes n'est pas de ne pas pouvoir siéger dans des conseils d'administration, où il s'agit de toute façon seulement de quelques centaines de places. La misère des femmes est qu'elles ne peuvent pas être mères, qu'elles n'ont ni le temps, ni l'espace, ni la reconnaissance, ni le droit à la rente pour le devoir le plus important dans la société: Celui de donner la vie aux enfants et de les former avec le père et au sein de la famille, afin qu'ils deviennent des êtres humains responsables, capables d'attachement, et performants. La misère des pères est qu'il sont diffamés comme machistes patriarcaux et malfaiteurs et qu'ils sont massivement désavantagés sur le plan juridique. La misère des enfants se reflète dans les statistiques. Une grande enquête sur la jeunesse en Allemagne (KiGGS) a donné comme résultat que 31% des enfants et des adolescents de 11 à 17 ans ont des comportements perturbés, c'est-à-dire qu'ils se battent, ils mentent, ils font des escroqueries et ils volent. Encore quelques années et ils seront les électeurs qui portent la démocratie. Où est-ce que cela nous mènera?

Bien que la catastrophe démographique menace l'existence physique et culturelle de nos sociétés, on ne change pas de cap. Le Gender Mainstreaming nous enfonce de plus en plus dans la crise. Ce qu'il nous faut ce

n'est pas le Gender Mainstreaming mais le Family Mainstreaming.

Dans quelle mesure, de nos jours, une sexualisation de nos enfants a-t-elle lieu?

C'est bouleversant ce qu'on fait aux enfants et aux adolescents. Dans les écoles enfantines et dans les écoles, ils sont de plus en plus sexualisés de force. Leur pudeur est rompue, l'innocence et l'insouciance de l'enfance leur sont dérobées. Là, les médias et l'école agissent ensemble. Les parents ont beaucoup de difficultés à transmettre les valeurs chrétiennes à la nouvelle génération. Les instances de l'Etat créent des structures pour saper les droits des parents avec une éducation sexuelle généralisée et obligatoire depuis l'école enfantine. On présente aux enfants toutes sortes de sexualités déviantes, y compris la sexualité orale et anale comme choix équivalent. Qui clique sur www.lilli.ch, www.amorix.ch, www.kinderschutz.ch ou qui surfe avec les mots clés de «éducation sexuelle» ou «pédagogie sexuelle émancipatrice» sera étonné de ce qu'il trouvera. Les enfants sont encouragés à se masturber et incités à des activités sexuelles. Avec tout cela, la personnalité de l'enfant peut être irréversiblement modifiée. Le nouvel être humain sexualisé à la façon Gender est créé.

Que voulez-vous dire par «Il faut se mettre en colère»?

Les parents, les enseignants, les politiciens, les églises qui ont permis jusqu'à présent sans résistance que tout cela se réalise, doivent enfin se lever et dire: Non! Ni avec mon enfant, ni avec aucun autre enfant non plus! Nous ne voulons pas que toute la jeunesse soit dépravée, car il ne s'agit de rien d'autre. Les parents ont le droit d'être informés et de demander: Qui fait quoi, quand, où et avec quel matériel pédagogique? Ce ne sont pas seulement les mères qui devraient le faire. Les pères également sont invités à protéger leurs enfants et à s'engager dans ce combat culturel. On n'a pu en arriver là seulement parce que depuis des décennies on a détourné le regard en se taisant.

Nous avons besoin d'un programme chrétien alternatif qui prépare les enfants et les adolescents au mariage et à la famille, et qui leur présente dans ce contexte l'importance et le don merveilleux de la sexualité. La sexualité unit et attache un homme et une femme dans l'amour et amène généralement à la genèse d'un être humain. C'est cet amour unifiant qui crée la famille. Il n'y a pour l'être humain pas de plus grande joie qu'un enfant heureux. C'est ainsi et uniquement de cette manière qu'une nouvelle culture de la vie se crée. Toute autre chose n'amène qu'à une culture de la mort, comme le montre la catastrophe démographique.

En Suisse, actuellement tout le monde peut signer une pétition et tout le monde peut récolter des signatures. (cf. Horizons et débats n° 29 du 25 juillet). Il faudrait des centaines de milliers de signatures.

Quelle conclusion tirez-vous de votre tournée de conférences en Suisse?

La grande résonance m'a extraordinairement étonnée, moi et Zukunft CH, et je m'en réjouis. Chaque conférence, lors de cette tournée de dix jours, a fait salle comble avec un public de 250 à 600 personnes. J'ai chaque fois senti une grande présence et une grande perplexité. Le mur du silence sur la stratégie étatique du Gender Mainstreaming et sur la sexualisation des enfants et des adolescents est enfin rompu. Maintenant, il faut que les gens agissent.

¹ Le concept du Gender Mainstreaming est synonyme d'approche intégrée de l'égalité. Le genre (gender en anglais) désigne le sexe social, transmis par l'éducation, c'est-à-dire les rôles, devoirs et intérêts déterminés par la société et la culture. Le mot anglais mainstreaming signifie faire de quelque chose un modèle d'action normal et allant de soi. (cf. la brochure du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes: Approche intégrée de l'égalité dans l'Administration fédérale, p. 6)

² LGBT = est le sigle de «Lesbian, Gay, Bisexual and Transgendered people» et adapté en français en «Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres».

* Gabriele Kuby a fait des études de sociologie à Berlin et à Constance. Elle travaille dans son domaine comme conférencière, chargée de séminaire et traductrice. Elle est l'auteur de neuf livres. «Die Gender Revolution, Relativismus in Aktion» (ISBN 3-939684-04-X) a été l'un des premiers ouvrages à mettre en lumière la stratégie internationale d'intégration de la dimension de genre en 2006.



«Laissez vos enfants en paix!»

Les enfants ont besoin d'amour et non pas d'être forcés à la performance

«Aujourd'hui, on encourage toujours plus tôt les enfants: la nage pour bébés, les jardins d'enfants bilingues, les cours de musique déjà avant l'entrée à l'école – tout cela motivé par le souhait de créer pour l'enfant dès le début une position de départ optimale. Mais est-il vraiment bien de confronter les petits déjà si tôt à un emploi du temps rempli?» (Wolfgang Bergmann dans le texte du rabat de son livre)

ds. Des concepts d'aide à la petite enfance, enseignement de soutien à l'école maternelle et avant la maternelle, une entrée à l'école toujours plus avancée, un apprentissage précoce de l'anglais et du chinois, des entraînements de motivation et toutes sortes de choses semblables dominent les concepts de formation publics et privés d'encouragement précoce. Déjà chez les plus petits, des standards de formation mesurables et calculables sont fixés, dont l'atteinte est décisive non seulement au-delà de la carrière scolaire mais souvent aussi pour le bonheur et le malheur dans la vie. Il ne faut pas s'étonner que les parents se sentent obligés d'apprendre la lecture et l'écriture à leurs enfants avant leur entrée à l'école.

«Laissez vos enfants en paix!», c'est ce qu'exige par contre Wolfgang Bergmann, scientifique en matière d'éducation et psychologue pour enfants, décédé en mai dernier, dans son livre intitulé ainsi avec le sous-titre «Contre la folie de l'encouragement précoce dans l'éducation» (Munich 2011, ISBN 978-3466-30908-5).

Les enfants ont besoin d'«amour et non pas d'être forcés à la performance». Ils ont besoin de temps et de loisirs, et ils ont besoin de reconnaissance et non pas de continues leçons pour découvrir le monde et pouvoir se familiariser avec lui. C'est seulement ce qu'ils «perçoivent, respirent et retiennent» intérieurement qui développe leur confiance en soi et leur confiance dans le monde et leurs semblables. «Un nouveau-né et un petit enfant nécessitent des soins, de la nourriture et de la chaleur – ici, ils ne se distinguent pas d'autres nouveaux-nés. Mais un petit être humain a besoin de plus, il a besoin de reconnaissance.» (p. 13)

Pourtant, la pédagogie d'encouragement précoce pour les petits pratique «exactement le contraire». C'est une pédagogie «qui, au niveau du style et du contenu, ne s'oriente pas selon l'enfant, mais aux formes d'apparition de l'économie financière».

Si l'on regarde exactement l'autopromotion des écoles maternelles, on constate rapidement «que tout cela est finalement vide et pauvre en sentiments. Est-ce à cela que l'avenir social de nos enfants doit ressembler – basé entièrement sur la compétition? Qui est meilleur que l'autre (quelle que soit d'ailleurs la signification de «meilleur»)? La vie psychique de nombreux enfants, qui s'orientent selon de tels modèles, est en grande partie construite sur une pure représentation. Pas sur une sûreté intérieure. Sur une autopromotion propre et scintillante, exercée et apprise déjà à un âge aussi précoce, et pas sur la certitude du sentiment d'être aimé.» (p. 22)

Bergmann écrit que «bien sûr, les parents modernes aiment aussi leurs enfants», mais cet amour semble souvent étouffer sous les contraintes de performance que les parents n'arrivent même pas à discerner ainsi que sous leur propre égocentrisme, et ainsi les enfants deviennent des objets modèles. «Ils doivent montrer à tout le monde, à la maîtresse d'école maternelle, aux autres parents et à qui que ce soit qu'ils sont des enfants tout à fait particuliers, parfaitement encadrés, aimés et choyés. [...] Outre l'ambiance de pression, dans laquelle les enfants sont forcés beaucoup trop tôt, s'ajoute le fait qu'ils sont gâtés. Ce mélange est diabolique.» (p. 41)

Plus les enfants sont choyés, plus ils manquent d'autonomie, moins ils croient en leurs capacités et plus ils paraissent être sans entrain.

Regarder les choses avec amour

«Nos erreurs d'aujourd'hui aboutiront demain à une société fortement sensible aux conflits. Nous disposons d'innombrables diagnostics psychiatriques, mais ils ne disent pas grand-chose sur la qualité et l'histoire antécédente des conflits.» (p. 21)



«En même temps, la découverte du monde est toujours aussi la recherche de ses propres aptitudes.» (photo gbh)

Jamais les enfants n'ont été autant observés par des spécialistes et saisis statistiquement dans leurs étapes de développement. «Jamais, aucune connaissance minime n'a été transmise aux parents sous forme de barème et normes par les médecins et les écoles. [...] La plus petite déviation est enregistrée avec inquiétude, chaque différence minime pèse comme un reproche fautif sur les jeunes parents.» Sous le regard soucieux permanent, les parents perdent leur intuition pour leur enfant. L'enfance moderne est menée par des parents sans orientation et en même temps liés démesurément à leurs enfants.

Wolfgang Bergmann anime à regarder les choses avec amour. Il écrit que l'«amour est une forme de regarder les choses qui ne peuvent pas être aussitôt classées et partagées, mais d'abord et avant tout éprouvées.» On doit réapprendre l'étonnement devant le miracle de la vie, avant de juger, de classer et d'éduquer. L'éducation a besoin de patience et de temps, doit permettre des «détours». L'éducation et la formation sont trop complexes – avant tout face aux «courses économiques et culturelles déroutantes» pour que l'on puisse marcher directement vers l'objectif d'apprentissage, comme si on avait effectivement des «bottes de marche psychiques» aux pieds. C'est seulement à travers l'amour que nous puissions du courage pour l'éducation. «Je veux dire: la confiance vient du courage. Le courage c'est l'amour et l'espoir. Tout deux sont devenus difficiles, nous en savons si peu de l'avenir et tentons de l'accaparer sans faille, de le rendre disponible pour nous et nos enfants. Et alors tout devient faux, tout ce qui est réel devient une couverture, les choses et les êtres ainsi que les événements deviennent du matériel d'apprentissage pur, dans lesquels les sentiments ont complètement disparu.

Pouvons-nous alors transmettre à nos enfants la confiance, confiance en eux-mêmes et en leur vie, donc dans l'avenir? Oui, nous le pouvons. Mais certainement pas à travers un encouragement précoce et pas non plus en étant toujours derrière eux ou en emballant leur vie dans des objectifs planifiés et «raisonnables.» (p. 48)

Comme principe, Bergmann formule: «Ne mettez pas les mains sur tout ce qui ne se laisse pas épanouir de manière organique à partir du monde empirique actuel des enfants. Cela vaut pour les enfants de cinq ans et pour ceux de deux ans encore plus.» (p. 65)

Que veut dire «apprentissage véritable» ou «bonne formation»?

Dans la deuxième partie du livre, Wolfgang Bergmann s'occupe de la question de savoir comment un enfant apprend aussi, outre la singularité des choses et leur rapport entre elles, ce que c'est que la communauté. Ici, il s'appuie sur Immanuel Kant et Friedrich Fröbel. Kant, le philosophe, qui remplace l'image sombre de l'homme datant du Moyen-Âge par une «vue plus lumineuse sur l'aptitude culturelle du genre humain». Fröbel, le révélateur et l'inventeur du jardin d'enfants, qui à partir de l'affirmation de base de Kant, dévoilait sa compréhension de l'apprentissage et

de la formation. Bergmann écrit: «Tout commence avec le grand philosophe du temps des Lumières, Immanuel Kant. Nous tous, nous nous tenons mentalement et psychiquement sur les épaules de ce grand penseur. Friedrich Fröbel pratiqua cela. Sa pédagogie sort de l'esprit du temps des Lumières.» (p. 85) Il soutenait comme Kant la thèse selon laquelle tout l'individuel, «même celui d'un petit enfant, est déjà axé sur la communauté.» Tous deux comprenaient l'être humain en tant qu'être social.

Depuis, cela n'a pas beaucoup changé. Au contraire, les concepts de formation et d'apprentissage de la pédagogie superficielle d'encouragement précoce si moderne conduisent, avec leur égocentrisme, à un retour avant Kant et Fröbel. «Nous étions déjà plus loin.»

Tout ce qu'on perçoit et apprend se construit d'après Kant à partir de «certitudes intérieures»: «Un enfant, qui a pu vivre beaucoup de confiance originelle, entreprend joyeusement la découverte aventureuse, parfois étonnante, parfois triomphante

du monde. Il ne s'agit pas de reproduire des faits concrets, mais seulement que s'étende en lui un sens pour l'existence et la beauté du monde. Tout commence ici.

Si chez papa et maman, une sûreté acquise fiable et profonde est ancrée au centre de l'expérience enfantine, alors la compréhension des choses du monde et des êtres se construira également de manière fiable.» Bergmann écrit que «si, cependant, ces «certitudes» sont incertaines ou fragiles, l'expérience et l'apprentissage restent aussi fragiles et fragmentaires». (p. 89) La confiance initiale est donc la condition qui précède l'apprentissage.

La bonne formation enseigne à comprendre le monde et le ressentir. Ressentir et comprendre sont liés inéluctablement. Les sentiments sont tout autant appris que la compréhension du monde. L'apprentissage est un processus actif et créatif dans lequel chaque enfant invente son propre monde. En même temps, la découverte du monde est «toujours aussi la recherche de ses propres aptitudes.»

Dans l'amour, Bergmann voit le pont le plus fort entre l'égocentrisme de l'enfant et la communauté. La sécurité et l'amour permettent dans la jeune enfance de développer «la générosité du cœur», la bonne éducation, qui est capable et prête à prendre des responsabilités. A partir de chaque apprentissage, qui revendique le nom d'«éducation», doit toujours s'élever l'idée de la responsabilité humaine. L'éthique et l'action et le savoir créateurs ne doivent pas être brisés. Ils appartiennent aux mêmes développements humains. Cela vaut aussi pour les enfants de trois et quatre ans. C'est en vain, que l'on peut rechercher tout cela dans les concepts de promotion précoce; au contraire, ils développent des sentiments de concurrence et de peur et empêchent le véritable apprentissage. Bergmann conseille de les abolir tout simplement.

«Laissez vos enfants en paix!» est un livre digne d'être lu et qui incite le lecteur à la réflexion sur la propre enfance vécue et sa propre représentation de l'éducation et de l'apprentissage; il peut bien être utilisé par les parents dans leur travail éducatif. •

Apprendre de manière intelligente

Les «certitudes intérieures», ce sont, d'après Kant, les certitudes de vie acquises très tôt, qui résultent immédiatement de l'attachement à maman et papa. Ce sont elles seulement qui font naître le courage et la confiance de l'enfant dans son propre avenir. Elles sont le fondement de la foi dans ce qui est le bien, dans ce qui est moral. Elles sont les promotrices de tout ce qui fait l'Homme.

On ne peut pas apprendre de manière raisonnable et il n'y a certainement pas de culture sans les «forces de l'âme» – un autre terme central pris dans les idées de Kant sur la formation –, qui doivent avoir toujours un degré de certitude propre à chacun. Un petit enfant éprouve le besoin de rencontrer à chaque pas des choses familières, il doit pouvoir reconnaître des espaces et des visages, des corps et des voix.

C'est sur cette base que l'enfant prend le courage de dépasser ce qui lui est connu et familier, de vouloir savoir encore davantage qu'il ne sait déjà, et d'acquiescer des correspondances plus étendues, bien que son petit esprit ne sache pas encore les saisir. La curiosité enfantine est courageuse, la soif des enfants de décou-

vrir le monde est presque irrésistible. Et de cette manière une perception cherchant l'aventure et le bonheur, la beauté et la forme est développée dans tous les enfants.

Le monde est compréhensible, il peut être clair et lumineux, si un esprit plein de confiance, dans l'enfant, s'y applique. Toute la philosophie classique des Lumières, en ce qui concerne ces idées, est très large et très géniale, et a trouvé des propositions merveilleuses pour le désigner. Ce ne sont que les pédagogues de notre ère, et beaucoup de scientifiques, qui demeurent vagues et empêtrés dans les chiffres, face à ce riche fonds de la vie.

Toute l'histoire des idées et pensées de l'humanité est structurée selon cet ordre, d'abord des relations d'attachement, ensuite la découverte des particularités du monde. Et au milieu de tout cela, la connaissance renversante que nous-mêmes – l'enfant avec sa volonté qui brave tout – sommes finalement des êtres communautaires.

(Wolfgang Bergmann, «Lasst eure Kinder in Ruhe! Gegen den Förderwahn in der Erziehung», p. 90)

Regarder avec étonnement et admiration

Jésus était homme et Dieu à la fois, mais chaque enfant l'est aussi à sa manière. Chacun est une personne seule et constitue une individualité, impliquant toute l'humanité et partageant son mystère. Est-ce qu'un regard pareil relève du clinquant, de la sentimentalité ou bien de l'imprécision? J'en doute.

Regardons les enfants avec des yeux étonnés et admiratifs, et reconnaissons en eux en même temps «notre enfant intérieur», une part de nous-mêmes et une part de cet amour infini qui embrasse tous

les enfants, si les parents ne s'y refusent pour certaines raisons. Ainsi nous aurons atteint cette unité dont parlent les Évangiles: être homme et dépasser l'humanité vers l'immortalité, vers ce qui est universel et éternel. Et qu'est-ce qui est le lien entre les deux? Saint Paul le dit et Jésus le dit également: l'amour. Cela est compris par qui le comprend. Et qui ne le comprend pas, ne le comprendra jamais.

(Wolfgang Bergmann, «Lasst eure Kinder in Ruhe! Gegen den Förderwahn in der Erziehung», p. 139)

Epuiser nos potentialités en tant que citoyens – vers une gestion plus juste

«Les trois sortes de temps – sortie du cercle vicieux de l'accaparement»
Connaissances acquises par Ivo Muri en sept ans de recherches concernant le temps

par Madeleine Dommen

«Les trois sortes de temps – sortie du cercle vicieux de l'accaparement» est le titre du nouveau livre audio de Ivo Muri qui a été présenté le 18 juillet 2011 au public de l'Open-air de Nottwil. Dans un échange vif avec les auditeurs furent lus des extraits de ses textes ayant trait à la démocratie, la citoyenneté, l'économie, le chômage, le temps, l'argent, les intérêts et avant tout la paix et le bien-être.

Dans son hommage, Leo Müller, le président du Parlement cantonal de Lucerne, releva les stimulations importantes qu'Ivo Muri fournit à la politique et à la société par ses recherches et ses efforts pour faire connaître ses connaissances.

Ivo Muri vient d'une famille d'entrepreneurs qui fabrique des moteurs de cloches et des horloges de clochers d'église. En 1994, il fonde sa propre entreprise, la ZEIT AG. Un de ses amis, qui après deux ans de chômage déperit et meurt, lui fournit l'occasion de se poser beaucoup de questions. De quoi notre économie est-elle faite? Pourquoi y a-t-il beaucoup de chômeurs, alors qu'il y a beaucoup de travail et aussi d'argent? Pourquoi le temps est-il de l'argent? Au fond, qu'est-ce que le temps, qu'est qu'au fond l'argent? Pourquoi le chômage de longue durée augmente-t-il, mais aussi l'extension de l'épuisement physique et moral? La démocratie ne signifie-t-elle pas l'espace restreint dans lequel on peut se porter garant pour la communauté?

Il entreprend une recherche de plusieurs années au cours de laquelle il parvient à nouer des contacts avec beaucoup d'autres personnes qui se posaient aussi des questions préalablement approfondies. Il développe une analyse fondamentale qui permet des nouvelles révélations surprenantes. Ivo Muri explique de façon claire et objective le résultat de ses recherches, tout en faisant des digressions dans l'histoire et en utilisant des exemples du présent et des expériences dans la vie de tous les jours.

Le grand dessein de Muri est de rendre cette analyse compréhensible et accessible à chacun, de façon que nous tous puissions épuiser nos potentialités en tant que citoyens et faire avancer une gestion plus juste.

«Nous les hommes croyons être tellement redevables au mécanisme «le temps c'est de l'argent» qu'il menace notre existence dans le sens: nous devons toujours en faire plus, nous avons besoin d'une croissance économique illimitée, il nous faut une accélération illimitée, un produit doit naître dans une entreprise avant qu'il ait fini d'être conçu, qu'il ait fini d'être produit etc. [...]

Un chat est évidemment très pressé quand il poursuit une souris. Mais à la fin de la chasse, le repos s'impose. Et l'homme est contraint, par la façon avec laquelle nous agissons, à chasser en permanence. Et à la longue, ce n'est pas bon ni pour l'énergie vitale, ni le psychisme, le chi, le Prana ou l'Odem. [...]

Et ainsi il est donc en quelque sorte passablement étonnant que nous nous plaignions tous de problèmes d'argent, alors qu'il n'y a jamais eu autant d'argent qu'aujourd'hui sur les ordinateurs de ce monde. [...]

L'argent ou l'économie monétaire ne doit pas être le maître du monde. L'argent doit être le serviteur de l'économie nationale. L'argent doit être le résultat d'un travail sensé faisant but, justement une création de valeur.»

Source: Livre audio: interview d'Ivo Muri à la Radio suisse alémanique DRS 1, 2010



Ivo Muri (à gauche) et Heinrich Bortis. «La crise financière actuelle n'est pas un hasard, depuis des années, des personnalités connues ont formulé des mises en garde. Par exemple Heinrich Bortis, historien d'économie à l'Université de Fribourg, dans son livre «EEE et UE – des voies erronées dans la construction européenne», a déjà mis en garde contre les conséquences de l'espace monétaire trop grand de l'UE.» (photo md)

La signification de la démocratie et celle du citoyen y jouent un rôle central. Le citoyen, parce qu'il se porte garant de la communauté, fait en sorte que les lois soient faites pour procurer du bien-être, de la sécurité et du calme à chacun. Selon cette prémisse, il n'y aurait dans une démocratie pas de chômage qui, au fond, laisse en friche les talents de bien des gens. Les gens organiseraient l'économie de façon que personne n'aurait besoin de craindre pour son existence. Mais quelles sont les raisons qui font tourner les gens toujours plus vite dans le cercle vicieux de l'accaparement? Qui leur volent le temps de s'occuper de leur famille et de la communauté? Qui font grossir les angoisses existentielles en un phénomène de masse?

Par la suite, nous vous présentons quelques idées du livre audio et de l'exposé d'Ivo Muri, idées qu'il met expressément en discussion sous la prémisse «écoutez – étonnez-vous – et pensez par vous-même» pour toutes les personnes que cela intéresse:

Ivo Muri fait la différence entre trois sortes de temps. D'abord le temps de la montre – le temps du mouvement des planètes. Puis la durée de vie – l'énergie vitale et en troisième lieu le temps de l'économie – le temps c'est de l'argent.

Avec les montres et le calendrier nous représentons les mouvements des planètes, donc pas le temps, mais le mouvement dans l'espace. Ce faisant, nous essayons de structurer et de planifier la durée de vie au moyen de la mesure de la montre et du calendrier (chronos). Elles nous aident à coordonner la vie en commun et à convenir de rendez-vous. A l'époque de la globalisation, on a créé le temps international et le temps de l'Internet. Mais celui qui supprime les frontières spatiales, supprime également les frontières temporelles. Les problèmes de temps deviennent plus aigus. C'est une indication pour nous inciter à organiser le monde de préférence en petits espaces. La modération de l'accélération s'annonce.

On peut entendre par la durée de vie, l'énergie vitale qui fait bouger tous les êtres de la naissance à la mort (appelée selon la culture ou la philosophie âme, psyché, chi, prana, kairos). L'énergie vitale de l'âme, de la psyché, essaie dans la vie de mettre les priorités justes, d'être harmonieuse, de mener une vie sensée, sans stress ni pression et de vivre en relation.

Il y a des interactions étroites entre l'énergie vitale et le mouvement des planètes, par exemple dans le rythme jour-nuit, les quatre saisons, les phases lunaires etc. L'abandon du rythme jour-nuit dans le travail, le repos insuffisant suite à un temps irrégulier de sommeil, de temps libre et de vacances, provoque le stress et la maladie, psychique et physique.

Dans le temps économique, le temps c'est de l'argent. Pourquoi? – L'argent a été couplé au temps. Partout où on travaille avec des frais fixes, le temps est de l'argent sous forme de salaire mensuel, de loyer mensuel, de prime d'assurances etc. Lors d'une crise les gens doivent s'efforcer de payer les frais fixes. Les pays doivent ficeler des paquets d'économies pour payer les intérêts de la dette. Ivo Muri est persuadé: quand on connaît le mécanisme de la spirale des frais fixes, on peut trouver des nouvelles voies de solutions et sortir du cercle de l'accaparement. Nous pourrions à nouveau mettre l'argent au service des hommes, mettre un terme à la contrainte de la croissance.

La crise financière actuelle n'est pas un hasard, depuis des années, des personnalités connues ont formulé des mises en garde. Par exemple Heinrich Bortis, historien d'économie à l'Université de Fribourg, dans son livre «EEE et UE – des voies erronées dans la construction européenne», a déjà mis en garde contre les conséquences de l'espace monétaire trop grand de l'UE. Dans une brève interview, Muri donne la parole à l'auteur présent, ce qui lui permet d'expliquer à nouveau ses prévisions d'alors. Sa critique était: dans l'UE, les industries ne connaîtront plus de localisation permanente. Les gens seront frappés par un chômage durable, ils tomberont malades. Le libre-échange provoque la délocalisation dans des pays aux salaires bon marché à cause des frais fixes élevés. Le marché autorégulant est une utopie. Il détruit de la substance humaine et sociétale. L'écart entre les riches et les pauvres continuera à se creuser. Alors que l'homme serait capable, en tant qu'être profondément sociable, d'accomplir des performances culturelles authentiques maximales. Au vu des développements dans l'ex-Yougoslavie ou actuellement dans les Etats d'Afrique du Nord, il met en garde de mettre en cause comme peu importantes, des frontières établies.

La collaboration apparemment fertile des deux chercheurs a évidemment induit la question de savoir comment nous pourrions stopper le cercle vicieux de l'accaparement.

A ce sujet, Ivo Muri dit ceci: si nous parvenons à faire la différence entre les trois sortes de temps et à comprendre leurs effets réciproques, nous subordonnerions le temps économique à la durée de vie. Ainsi nous trouverions des solutions dans les domaines social, sociétal et économique, ceci sur tous les continents, de façon à rendre possible une coexistence juste et pacifique.

Ivo Muri formule de propositions concrètes. Il s'agit de résoudre le couplage du temps et de l'argent. Nous pourrions modifier les constitutions et lois de la démocra-

«Il est de notre devoir social de créer pour nos enfants, par une pensée et une action décidée, un présent et un avenir qui sera aussi digne d'être vécu et d'être aimé que celui que nous avons vécu. Nous n'avons pas le droit de rendre la jeunesse responsable de l'état social dans lequel elle vit. Je vous remercie de penser et d'agir avec nous.»

Citation de l'article: «Considérations à propos du film «Momo»»

tie en devenant actifs en tant que citoyennes et citoyens. Par une analyse objective, sans spectre de droite ou de gauche, de femme ou d'homme, nous pouvons trouver des réponses. L'argent doit être placé sous le contrôle de l'Etat. Il n'est pas permis de privatiser la banque nationale et les banques cantonales. Les espaces monétaires doivent être nationaux.

Il est plus judicieux de vivre en unités organisationnelles et espaces monétaires restreints, parce que des entités politiques petites et contrôlables parviennent mieux à maîtriser leurs tâches et leurs problèmes.

Et finalement nous devrions de nouveau étalonner l'argent par rapport aux vivres, de façon à ce que l'économie monétaire et l'économie réelle puissent de nouveau être accouplées. Jusqu'à ce jour, nous n'avons précisément pas étalonné la mesure la plus importante selon la mesure du mètre ou du litre.

Après ces considérations préliminaires, on projeta le film «Momo», tourné d'après l'histoire éponyme de Michael Ende. De façon impressionnante, les spectateurs et les auditeurs purent tirer des parallèles entre les «hommes gris» du film et l'actuelle économie globalisée, mais aussi entre la vie riche d'une petite ville et la pensée de la durée de vie, telle qu'Ivo Muri essaya de nous la transmettre. Car: «Une société qui n'a pas de temps ne vit pas. Le temps est venu que nous changions cela!» (Citation extraite de l'article «Considérations à propos du film «Momo»»).

Ce fut une soirée stimulante située dans la zone de tension entre le manque extrême de temps et le temps du bien-être, qui a donné au public nombreux bien des idées et des impulsions pour une discussion suivie, mais aussi du courage et de la confiance pour s'attaquer en commun aux problèmes du moment. •

Ivo Muri: Hörbuch *Die drei Arten von Zeit* ISBN 978-3-905788-02-0

Ivo Muri: *Kleptokratisches Manifest*. ISBN 978-3-905788-00-6

Ivo Muri: *Die Uhr*. ISBN 978-3-905788-03-7

Commande: info@zeitag.ch, www.zeitag.ch ou tél. +41 41 9269999 ou fax +41 41 9269990

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
 l'éthique et la responsabilité
 Pour le respect et la promotion du droit international,
 du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
 Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
 Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
 Case postale 729, CH-8044 Zurich
 Tél. +41 44 350 65 50
 Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
 Internet: www.horizons-et-debats.ch
 CCP 87-748485-6
 IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
 BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
 Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».